

Résistances ... pour une autre construction possible !

Denis Kessler, ex n°2 du Medef, déclarait en octobre 2007 : " La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952 sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ".

" A ceux qui veulent précariser les jeunes, les jeunes répondent : *résistance !* " C'était le cri de colère de la jeunesse en 2006 au moment où le gouvernement d'alors voulait offrir au patronat des emplois de jeunes malléables à souhait avec le Contrat Première Embauche (CPE).

Depuis, plans d'austérité et agressions contre les conquêtes sociales ont conduit les jeunes, les femmes, les salariés, les retraités, les chômeurs, les immigrés à des formes diverses de résistance.

- **Résistance** à la baisse du pouvoir d'achat des salariés, des retraités.

- **Résistance** à la politique d'austérité prônée par la Commission Européenne, contre laquelle la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a appelé les salariés européens à manifester le 20 octobre 2010 à Bruxelles, en avril 2011 à Budapest. *Nous protestons vis-à-vis du fait que les travailleurs paient pour la crise des banques. C'est tout simplement inacceptable et injuste* " (J. Monks secrétaire de la CES, avril 2011.)

- **Résistance** des peuples grec, anglais, portugais, espagnol, italien, belge s'opposant aux mesures d'austérité que veulent imposer Bruxelles et les gouvernements de ces pays.

Il en est de même de la résistance des pays du Maghreb comme du Machrek dont les peuples " dégagent " les dictatures sanglantes soutenues notamment par la France.

- **Résistance** enfin à ce chancre de la division des Français qu'est le FN et son offre politique. Son discours ne cible pas seulement les immigrés. Il cherche surtout à surfer sur les peurs, les amertumes, les déceptions et les souffrances de nos concitoyens, particulièrement parmi les couches les plus défavorisées.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que l'extrême-droite procède ainsi et ce n'est pas la première fois non plus qu'une partie des couches sociales est séduite par ses idées.

La récupération des idées progressistes masque un renfort aux idées les plus néo-libérales, au système capitaliste, ce système qui permet aux banques et aux actionnaires d'accumuler d'énormes profits. L'Union Européenne (UE), sous la pression des marchés financiers, avec le concours du fonds monétaire international (FMI), impose un programme de super austérité aux peuples. Ainsi, le Gouvernement français fait entériner par le parlement le " *Pacte euro plus* " qui est la mise sous tutelle européenne des budgets de la nation et de la Sécu.

Mesures aussi injustes qu'inefficaces : baisse des pensions et des salaires, extension de la précarité, mise en concurrence des travailleurs des pays européens, privatisation des services publics... Si bien que la perte de pouvoir d'achat des salariés et des retraités risque fort d'atteindre des sommets. Celui-ci a perdu plus de 11% depuis 2000 (INSEE mars 2011) ce qui va inmanquablement conduire à la paupérisation nombre de salariés, de retraités. Les 2,1% "accordés" début avril (la CGT n'y est pas pour rien) sont bons à prendre. Même s'ils ne comblent pas les dépenses contraintes qui pèsent de plus en plus lourd dans le budget des retraités : logement, chauffage, gaz, électricité, transports, santé... Dès lors la revendication pour l'augmentation des salaires et des pensions est d'une brûlante actualité.

Dans toutes ces manifestations, la CGT met un point d'honneur à réaliser l'unité syndicale la plus large. Celle en

effet, qui permet de créer des rapports de force et de peser suffisamment pour contraindre le gouvernement à d'autres choix. Si les organisations syndicales ont retrouvé "un rebond de confiance" parmi l'ensemble des Français (54%; TNS Sofres ; +9points chez les 65 ans et plus) l'unité syndicale y est pour beaucoup et notamment à l'initiative de la CGT.

C'est dans ce cadre que se situe le chantier sur la perte d'autonomie.

En effet, alors que le leitmotiv gouvernemental est de " *travailler avec les assureurs pour mieux garantir et rendre plus accessible l'assurance-vie, et permettre la défiscalisation de cette assurance-vie lorsqu'elle est utilisée sous forme de rentes pour compenser la perte d'autonomie* " (Valérie Rosso Debord, députée UMP), la résistance, ce devrait être la manière d'aborder la question et d'engager le débat.

Le véritable enjeu est la création d'un service public de l'aide à l'autonomie et le financement cette aide au titre de 5è risque de la branche maladie de la Sécurité Sociale.

Toutes les enquêtes d'opinion de ces dernières semaines montrent que les priorités de la population portent sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les conditions de travail, le service public.

Autant de thèmes qui ont fortement mobilisé des millions de salariés ces derniers mois à l'appel des organisations syndicales.

Le peuple n'est pas voué à subir régression après régression. D'autres constructions, favorisant l'unité, sont possibles.

► Par Alfred GABISON - CE UFR

L'Europe, Nous et le Front National

Le contenu actuel de la mondialisation, tiré par les intérêts des multinationales et les politiques néo-libérales, aggrave les inégalités, pousse aux délocalisations et au moins disant social, dégrade la situation des travailleurs partout dans le monde. Ce n'est pas inéluctable.

Face à cette situation les salariés attendent que l'Europe s'affirme comme un moyen de régulation et de réorientation de cette mondialisation prenant en compte les objectifs de développement durable, de respect des droits fondamentaux, d'accès à un emploi décent pour tous, de développement des services publics de qualité.

Tel n'est pas le cas de l'Europe actuelle : la faible dimension sociale et le refus de renforcer celle-ci, l'accélération de la privatisation des services publics à coup de directives générales ou sectorielles (transport, énergie, poste...), le " *tout marché* ", érigé en dogme d'efficacité au détriment de véritables garanties sociales nouvelles, caractérisent la construction européenne.

La stratégie de Lisbonne dont l'objectif affiché était de rendre l'économie européenne la plus compétitive au niveau mondial grâce à la formation, à la qualification et à un équilibre plus acceptable entre flexibilité pour l'entreprise et sécurité pour les salariés, est un échec.

La flexibilité s'étend. L'investissement, la production et l'emploi reculent. Seuls, les profits sont au rendez-vous pour les plus grandes firmes.

Mais l'Europe est pour les forces syndicales européennes, un projet intégré autant politique et social qu'économique.

Pour le syndicalisme, il s'inscrit dans un héritage de valeurs communes démocratiques, de l'indispensable union et action des salariés, tous subissant la même exploitation quel que soit le pays et participe à la construction d'une perspective de développement durable.

Le FN opposé à l'Europe par ultra nationalisme prend appui sur les conséquences néfastes de la mondialisation pour justifier son repli nationaliste et identitaire.

Mais ses propositions ne remettent pas en cause les politiques libérales et dans ce cas il est en accord avec une Europe libre échangiste. Tout au plus il met en cause les fonds de pension anglo-saxons, non pas comme " fonds " mais comme anglo-saxons, comme le national-socialisme vilipendait la finance anglo-saxonne, alors qu'il s'agissait notamment d'un conflit d'impérialisme. Il porte une sortie emblématique de l'euro comme solution aux difficultés monétaires et budgétaires et un retour au franc permettant, selon le FN, " *d'oxygéner* " notre économie.

Cette analyse ignore l'interpénétration des échanges et des politiques dans la zone euro et le besoin de solidarités financières nouvelles dans l'Union européenne pour soutenir la croissance et l'emploi.

C'est donc bien un programme ultralibéral et raciste qui se cache derrière une façade sociale. Il fustige les

accords de Schengen qui transfèrent à l'UE des compétences en matière d'immigration, de droit de visa, d'asile, ... jugés trop laxistes, pour exiger des contrôles renforcés aux frontières. Sa charge contre les immigrés vole en éclat dès lors qu'on se penche sur la question.

Les immigrés sont une très bonne affaire pour l'économie française : ils reçoivent de l'Etat 47,9 milliards d'euros, mais ils reversent 60,3 milliards. Soit un solde positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques, selon une étude sur " *l'impact économique des immigrés en France* " publiée par l'université de Lille pour le compte du ministère des Affaires sociales.

Le FN veut " *une autre Europe* ", une Europe des " *peuples de civilisation chrétienne* " pour laquelle il milite avec le groupe parlementaire européen d'extrême droite.

Même s'il s'agit d'un parti politique, la bataille de la CGT contre le FN et ses thèses est bien de nature syndicale.

Et ce combat syndical est d'autant plus nécessaire que ce parti investit le terrain social avec l'objectif de diviser les salariés, ce qui ne peut que conduire à l'affaiblissement du rapport de force face au patronat.

▶ Par Gérard MANDVILLE
Membre de la CE UFR

Quand la pro-btp nous fait les poches

Que les pensions n'augmentent pas, nous nous en étions aperçu mais pour les retraités de l'AFPA, du moins un nombre important d'entre eux, l'on ne pouvait s'attendre à cette surprise-là.

La caisse de retraite PRO-BTP de l'AFPA a avisé par courrier individuel certains retraités qu'ils allaient constater une diminution de leur pension pouvant atteindre 1000 euros par an. Les salariés en activité voient, eux, leur nombre de points diminuer sans aucune explication.

Tout cela se passe sans justification, sans reconstitution de carrière, ce qui fait qu'avec ou sans feuille de paie, qu'avec ou sans relevé annuel de points, il est parfaitement impossible de contrôler.

La section CGT des retraités de l'AFPA s'est saisie du problème, elle a écrit à plusieurs reprises à l'AFPA et à PRO-BTP pour demander des explications, une intervention avec les autres organisations syndicales a aussi eu lieu tout cela sans résultat pour l'instant.

Selon certaines rumeurs, invérifiables comme toute rumeur, la caisse de retraite aurait comptabilisé en double les cotisations 1996 et 1997 pour les salariés de l'AFPA.

Impossible de savoir quelles régions et quelles catégories de salariés sont concernées. Il semblerait que d'autres années soient concernées.

Tout cela se passe dans l'obscurité la plus totale et les victimes sont d'abord les salariés, et surtout les retraités, qui voient leurs pensions fondre comme neige au soleil.

Cela n'émeut pas outre mesure la direction de l'AFPA. Quant à PRO-

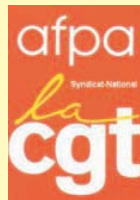
BTP, sa frilosité pour donner des explications détaillées laisse à penser que, bien qu'ayant mis 14 ans pour constater ses erreurs, elle n'est pas certaine de son bon droit.

C'est quand même " *un peu fort de café* ", comme on dit, alors que tout est automatisé que cela se produise encore. Peut-on faire confiance à ce type d'organisation qui déborde de plus en

plus sur le commercial pour gérer nos retraites ?

Il me semble qu'il est temps de revenir à ce qu'aurait toujours dû être les caisses de retraites et ne pas confondre celles-ci avec des compagnies d'assurance-vieillesse.

► Par Jean-Paul AUGIRON
Membre de la CE UFR



Montreuil, le 6 mai 2011

Confédération CGT
263 rue de Paris
93100 Montreuil

Cher(e)s camarades,

La caisse de retraite Pro-BTP procède depuis quelques mois à des révisions à la baisse de pensions de certains retraité(e)s de l'AFPA, au motif d'une surévaluation des points lors de la liquidation de la retraite de ces agents.

Cette surévaluation de points serait due à une erreur de saisie de la Pro-BTP sur plusieurs années. Dès la connaissance de ces faits nous avons envoyé des demandes d'explication à la Pro-BTP.

Toutes sont restées à ce jour sans réponse, et l'AFPA n'est pas plus explicite sur cette situation.

Cette obstination au silence de la part de la Pro-BTP nous laisse augurer le pire et alimente nos doutes sur la légitimité des raisons qui ont conduit la caisse de retraite à de tels redressements dans ses comptes.

Nous pensons qu'un audit portant sur les droits des retraité(e)s, ainsi que sur les méthodes de gestion des cotisations s'impose dans les plus brefs délais pour rétablir nos collègues dans leurs droits.

Une intervention des représentant(e)s de la CGT au Conseil d'administration de la Pro-BTP nous semble indispensable pour déclencher cette initiative.

Il y a urgence, car la Pro-BTP a déjà autoritairement privé nombre de collègues d'une partie de leurs revenus, et nous ne pouvons pas permettre à cet organisme de continuer une aussi sale besogne en faisant traîner l'affaire.

Nous tenons à votre disposition les pièces de dossier que nous possédons, et une rencontre serait peut-être souhaitable pour que nous accordions nos actions auprès de l'AFPA, et celles de la CGT à la Pro-BTP.

Recevez, Cher(e)s Camarades, nos salutations fraternelles.

Richard BERAUD
Secrétaire Général de la FERC

Jacques COUDSI
Secrétaire Général de la CGT AFPA